

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 38 - DECEMBRE 2023



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Kevin BREGENT, Valentine CHEVÉ, Titouan BARILLÈRE
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Fatna MESTARI
- correction par Louis PICOULEAU*

9

AFRIQUE

*par Lisa BOS, Camille LACLIE, Lola MORAIS
- correction par Neary VONG*

12

ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER, Rodolphe UGUEN
- correction par Charly HURIER*

15

AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Clément LE LANDAIS
- correction par Clément LE LANDAIS*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Bastien POULIQUEN
- correction par Jade DELHAYE*

20

ARMEMENT

*par Kerian HUERTAS
- correction par Neary VONG*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Neary VONG

MISE EN PAGE

Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et Rodolphe UGUEN

EUROPE

UN PAS DE PLUS VERS L'ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE

“C'est une victoire pour l'Ukraine, pour toute l'Europe, une victoire qui motive, inspire et rend plus fort”, déclare le président ukrainien Volodymyr Zelensky à la suite du vote au Conseil Européen.

Alors que la guerre en Ukraine fait toujours rage et que cette dernière réclame des munitions pour pallier son utilisation intensive d'obus notamment, les dirigeants de l'Union européenne (UE) ont pris des décisions cruciales concernant l'élargissement de l'UE et les réformes à entreprendre.



En effet, lors du Conseil européen des 14 et 15 décembre 2023, ces derniers ont voté en faveur de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE pour l'Ukraine et la Moldavie, tout en attribuant à la Géorgie le statut de candidat à l'adhésion. Cette décision a été prise par une majorité écrasante des États membres (26 sur 27, la Hongrie s'abstenant), et fait suite à la recommandation de la Commission européenne formulée en novembre 2023. Le principal obstacle à une telle mesure était le premier ministre Hongrois Viktor Orban, menaçant d'utiliser son veto. Il a expliqué à la radio publique hongroise que son but était de mettre la pression sur l'UE de manière à obtenir des fonds que Budapest devait obtenir, finalement bloqués par Bruxelles, pour cause d'atteintes répétées à l'État de droit. Après le constat d'une contre-offensive militaire ratée, le manque de munitions de l'armée mais aussi et surtout d'hommes prêts à combattre, c'est un signal positif pour une Ukraine en quête de soutien.

D'autre part, après avoir réaffirmé son soutien à l'Ukraine, l'UE a pris des mesures supplémentaires de sanctions contre la Russie, en réponse à la guerre en cours. Parallèlement, un sommet entre l'UE et les Balkans occidentaux a appelé à accélérer le processus d'adhésion pour ces pays, soulignant l'importance des réformes préalables à l'intégration. Ces décisions visent à renforcer les liens avec les pays voisins, à consolider la sécurité et la stabilité dans la région, tout en envoyant un message fort à la Russie, démontrant l'unité et le soutien de l'UE envers les pays aspirant à rejoindre l'Union. Cependant, ces avancées ont été entachées par des obstacles, notamment le blocage de l'aide de 50 milliards à l'Ukraine par la Hongrie lors du même Conseil européen.

Kévin BREGENT

L'ÉLECTION DE DONALD TUSK EN POLOGNE, UNE OUVERTURE À L'EUROPE

Mercredi dernier, le nouveau Premier Ministre Polonais Donald Tusk et son gouvernement ont prêté serment. Les élections législatives polonaises qui se sont tenues le 15 octobre ont donné plus de sièges au PIS, parti populiste polonais. Cependant, le parti n'a pas réussi à trouver des partenaires de coalition qui lui garantirait un gouvernement ; contrairement à Donald Tusk qui, grâce à la coalition civique, a obtenu le soutien du Parlement polonais. Donald Tusk a promis que son gouvernement « resterait fidèle aux dispositions de la Constitution », faisant ainsi référence aux accusations portées contre le parti populiste resté 8 ans au pouvoir. Le gouvernement Tusk comprend Adam Bodnar, ministre de la Justice, qui n'avait pas hésité à critiquer la réforme judiciaire portée par le PIS, et a déclaré « je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour réparer ce qui a été cassé ». Cependant, le gouvernement Tusk s'attend à des batailles quotidiennes avec les députés du PIS qui disposent d'un groupe important à la chambre basse et de nombreux alliés au sein des hautes institutions de l'État.

En tant qu'ancien président de la commission de l'UE, Donald Tusk souhaite que la Pologne retrouve sa place au sein de l'UE. Cet europhile veut également redoubler d'efforts pour apporter une aide conséquente à l'Ukraine, son voisin. Dès le lendemain de son élection, Donald Tusk se rendait à Bruxelles afin de rejoindre les autres chefs d'États européens, de négocier l'ouverture du processus d'adhésion de l'Ukraine à l'UE et l'octroi d'une nouvelle aide financière.

Le ministre des affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski, a également fait part de leur envie de venir en aide à l'Ukraine et que cela serait une priorité pour ce nouveau gouvernement « Nous poursuivrons notre politique de soutien à l'Ukraine, à la fois dans sa défense contre l'impérialisme russe et dans ses aspirations européennes ».



Valentine CHEVÉ

ACCORD DU DANEMARK QUANT À LA PRÉSENCE PERMANENTE DE TROUPES AMÉRICAINES SUR SON TERRITOIRE

C'est officiel, la première ministre danoise, Mette Frederiksen a signé l'accord autorisant les États-Unis à poster de manière permanente des troupes sur son territoire. Cette annonce vient mettre fin à 70 ans d'une politique contre la présence de troupes étrangères sur son territoire. En effet, malgré son appartenance à l'OTAN, le Danemark n'a jamais autorisé la présence permanente de troupes américaines sur son territoire, à l'exception de la base de Thulé, au Groenland.



Ce revirement, envisagé depuis février 2022 avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, suit le mouvement des autres pays scandinaves comme la Norvège, la Suède et la Finlande, ne faisant pourtant pas partie de l'OTAN. Rappelons que les derniers soldats américains ont quitté le sol français en 1967, après la décision du général De Gaulle de quitter le commandement intégré de l'OTAN. Suite à la guerre, de nombreux pays européens misent sur les États-Unis et l'OTAN pour leurs protections, ces revirements dans les politiques de défense des pays nordiques illustrent parfaitement cette tendance. Les soldats américains seront basés sur les bases aériennes de Karup, Skrydstrup et Aalborg. Le Danemark contrôle, avec la Suède, une zone particulièrement stratégique puisqu'elle constitue le seul accès à la mer Baltique.

Accès vital pour la flotte Russe, afin de rejoindre l'enclave de Kaliningrad, ou encore St Pétersbourg, le gros de sa marine étant basé au Nord de la Russie, sur la mer de Barents. Passage également important pour l'OTAN, puisque de nombreux pays alliés ont un littoral donnant sur cette mer, comme l'Allemagne, la Pologne, mais aussi les pays Baltes, la Suède et la Finlande, pays s'étant fortement rapprochés de l'OTAN. Cependant rien n'est encore définitif, puisque l'accord doit être ratifié par le parlement Danois. Des évolutions dans l'accord sont donc encore possibles.



Titouan BARILLÈRE

MOYEN-ORIENT

ELECTIONS DES CONSEILS PROVINCIAUX EN IRAK : UN RETOUR AUX URNES QUI NE CONVAINC PAS

Pour la première fois depuis dix ans, les 17 millions d'électeurs irakiens ont été appelés aux urnes ce lundi 18 décembre pour élire leurs 285 conseillers provinciaux. Depuis 2013, les élections de ces conseils municipaux avaient été reportées en raison de la guerre menée par l'Etat islamique qui s'est emparé d'importantes parties du territoire irakien. Ce scrutin fait office de test pour le gouvernement de Mohamed Chia Al-Soudani. Après avoir été porté au pouvoir il y a un an, cette élection est un bon moyen pour le gouvernement de Mohamed Chia Al-Soudani de mesurer la popularité de ces mesures surtout auprès des jeunes. Cette élection sert également de test en vue des élections législatives de 2025.

Cependant l'opposition représentée par le leader Moqtada Sadr a annoncé boycotter ces élections. Pour lui, ces dernières ont pour unique but que de renforcer la coalition de partis pro-Iran qui a porté au pouvoir Mohamed Chia Al-Soudani. Les détracteurs de ces conseils y voient également un moyen de renforcer la mainmise de Bagdad dans ces régions. L'élection des conseillers provinciaux est clé, en effet les conseils municipaux jouissent d'importantes prérogatives depuis la fin du régime de Saddam Hussein en 2003. Ils ont la charge de l'élection du gouverneur de la province, des transports, de l'éducation et des allocations pour les budgets de la santé.



Ces élections ne concernent cependant pas les trois régions autonomes du Kurdistan, au nord de l'Irak, qui devraient avoir lieu l'année prochaine. Parmi les 6.000 candidats, un quota de 25% est réservé aux femmes ce qui représente 1.600 candidates et 10 sièges qui iront aux minorités qui composent le pays tels que les yazidis ou les chrétiens. Toutefois, la population irakienne n'est que peu optimiste concernant les changements que peuvent apporter ce scrutin, pour beaucoup les candidats sont plus attachés à la défense des intérêts de leurs partis que de la population.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

DES HACKEURS LIÉS À ISRAËL PARALYSENT DES STATIONS ESSENCES EN IRAN

Une cyberattaque lancée par le groupe de hackers activistes « Gonjeshke Darande », ou « *moineaux prédateurs* », a mis à l'arrêt, selon l'agence Reuters, 70% des stations essences iraniennes le 18 décembre.

« Cette cyberattaque est une réponse à l'agression de la République islamique et de ses mandataires dans la région », a indiqué le groupe dans des communiqués en persan et en anglais.



Le ministre iranien du pétrole Java Owji a lui répondu en accusant Israël : *"l'ennemi sioniste et l'Amérique ont reçu un coup sur d'autres fronts, ils ont voulu défier l'Iran de cette manière, mais cette conspiration sera déjouée"*. En effet, l'Iran et Israël sont régulièrement soupçonnés de s'attaquer mutuellement en maquillant leurs opérations derrière des pseudo-groupes de pirates indépendants.

Dans le cas de Gonjeshke Darande, la sophistication des attaques, le temps de préparation nécessaire, et le ciblage des victimes sont des caractéristiques qui augmentent la probabilité que le groupe de hackers soit affilié ou relié à un acteur étatique. Actif depuis 2021, le groupe a déjà ciblé des infrastructures ferroviaires, des usines sidérurgiques et des stations essences. Si les autorités israéliennes nient toute implication dans ces opérations, les renseignements militaires du pays sont fortement soupçonnés d'être derrière Gonjeshke Darande.

Ces attaques régulières soulignent la continuité de l'affrontement indirect entre Israël et l'Iran même si Israël demeure concentré sur l'opération militaire à Gaza, front commun avec la puissance chiite, hégémon idéologique en Orient.

Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

LES HOUTHIS, GROUPE DÉSTABILISATEUR DE LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT

Les Houthis sont un groupe rebelle yéménite, issue de la communauté zaydite chiite dans le Nord-Ouest du Yémen. Le groupe rebelle émerge face à une instabilité politique et économique croissante et particulièrement en raison de la marginalisation de la ville de Saada, principal foyer du zaydisme. De plus, ce groupe rebelle yéménite a également une portée politique. D'une part, il fait partie de l'axe de la résistance et d'autre part, il s'oppose à toute alliance occidentale, en plus de son opposition ferme à l'ingérence saoudienne avec laquelle il entretient une relation conflictuelle.

Depuis sa création en 1992 par Hussein Badreddine al-Houthi et Mohamad Azzane, en passant par le printemps arabe, véritable levier de puissance, puis en 2015 lors de la prise de la capitale Saana et du palais présidentiel, le groupe yéménite gagne en influence.



Ce groupe exerce une véritable influence au Yémen mais poursuit ses objectifs au-delà des frontières yéménites. A l'heure où le conflit impliquant Israël, le Hamas et la Palestine s'enlise, les houthis n'hésitent pas à montrer leur opposition à Israël en déstabilisant l'ordre.

Depuis le début du conflit, la mer Rouge fait l'objet de nombreuses attaques orchestrées par les Houthis perturbant ainsi le trafic maritime alors que la mer Rouge est l'un des points névralgiques du fret maritime en raison du détroit de Bab el Mandeb. Dès lors, les navires se dirigeant vers l'état Hébreu sont suspendus. Les géants du fret maritimes tels que MAERSK, CMA CGM ne peuvent désormais plus transiter par le détroit.

Face à une telle déstabilisation régionale orchestrée par les Houthis, les Etats-Unis organisent actuellement une force d'intervention internationale en Mer Rouge pour le maintien de la zone.

Fatna MESTARI

AFRIQUE

RÉFÉRENDUM AU TCHAD : ENTRE BOYCOTT ET ENJEUX DYNASTIQUES, UN SCRUTIN DÉTERMINANT POUR L'AVENIR POLITIQUE DU PAYS

Au cours d'une journée référendaire au Tchad, les citoyens se sont prononcés sur une nouvelle Constitution visant à instaurer des élections et à rétablir le pouvoir civil, promesses faites par la junte militaire il y a deux ans et demi.

Cependant, un boycott massif orchestré par une portion significative de l'opposition et de la société civile jette une ombre sur la légitimité du scrutin. Ce dernier, présenté comme une opportunité de consolider la démocratie, est néanmoins entaché par des allégations considérées comme un plébiscite en faveur du maintien du général Mahamat Idriss Déby Itno au pouvoir et la perpétuation d'une dynastie débutée il y a plus de trois décennies.

Les tensions ont été exacerbées par une campagne pro-"oui" soutenue par d'importants moyens, éclipsant les efforts du "non" et du boycott. La répression brutale de l'opposition au cours de la dernière année suscite des inquiétudes quant à la stabilité politique, accentuée par la division entre partisans d'un État unitaire et décentralisé (oui) et partisans du fédéralisme (non). Les événements tragiques d'octobre 2022, marqués par des violences policières lors de manifestations pacifiques, demeurent une toile de fond pesante. Les résultats officiels attendus le 24 décembre, avec leur validation ultérieure par la Cour suprême le 28, sont cruciaux pour déterminer la trajectoire politique du pays. La faible participation pourrait fragiliser la légitimité du général au pouvoir, accentuant les tensions politiques.

À l'échelle régionale et internationale, la communauté internationale doit suivre attentivement l'évolution de la situation, compte tenu du rôle clé du Tchad dans la région, et les autorités de défense nationale doivent anticiper d'éventuelles répercussions sur la stabilité régionale. En somme, le référendum au Tchad transcende la simple consultation constitutionnelle, illustrant des enjeux profonds liés à la stabilité politique, aux droits de l'Homme et à l'avenir du pays dans un contexte régional complexe.



Lisa BOS

AFRIQUE

APRÈS 31 ANS D'EMBARGO, LA SOMALIE PEUT DE NOUVEAU ACHETER DES ARMES

Alors que l'interdiction de vente, d'exportation ou de transfert d'armes à la Somalie avait été décidée par l'ONU en 1992, en Juin dernier, le président de la Somalie, Hassan Cheikh Mohamoud, a demandé de lever cette interdiction plus que contraignante. Ce fut le plus long embargo de l'histoire des Nations Unies.

En effet, le président Somalien qui se prépare au départ définitif de la mission onusienne fin 2024 a demandé la levée totale de l'embargo sur les armes, et, pour montrer le sérieux de sa requête, Hassan Cheikh Mohamoud est venu à l'ONU en personne afin de plaider pour la réévaluation de l'embargo. Il était d'ailleurs soutenu par les 3 pays du Conseil de Sécurité: Gabon, le Ghana et le Mozambique car, selon eux, il est crucial que la Somalie puisse lever une armée solide pour assumer ses responsabilités en matière de sécurité, et libérer les territoires encore aux mains des terroristes Chababs dans le centre du pays.



Ainsi, cette décision prise lors du Conseil de Sécurité de l'ONU est symbolique car elle témoigne du début de stabilisation de ce pays d'Afrique, théâtre d'une guerre civile de plus de trente ans. La levée de cet embargo représente donc une victoire diplomatique pour le gouvernement somalien.

Cependant, cette décision réitère plusieurs craintes de la part des Nations Unies qui pourraient avoir des conséquences importantes sur le continent africain et même le monde. Notamment, le pillage des armes mises entre les mains des groupes malveillants tels que des groupes rebelles comme en 1992, où les armements pillés avaient servi à une alliance islamiste donnant naissance aux Chababs, affiliés à Al-Qaïda. De surcroît, certains experts craignent la prolifération des armes dans un pays où le gouvernement ne contrôle que la moitié du territoire et une instabilité menant à une nouvelle guerre civile dans le pays.

Ainsi, un nouvel obstacle se profile à la fin de l'année 2024: l'ATMIS: la force de maintien de la paix déployée et financée par l'Union européenne (UE) et le Royaume-Uni, doit quitter la Somalie après dix-sept années de présence. Le départ de près de 18 000 soldats fait craindre le retour de l'insécurité et la montée en puissance des Chababs.

Camille LACLIE

AFRIQUE

SOLDATS FRANÇAIS AU NIGER: DISCUSSIONS SUR LA COOPÉRATION

Pour contexte, le 26 Juillet 2023, les généraux de l'armée Nigérienne ont pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat. Environ 1500 soldats Français étaient déployés au Niger pour lutter contre le djihadisme, pour autant depuis que les généraux ont pris le pouvoir, les relations avec la France sont remises en question. Le 10 Octobre un premier convoi de soldats avait déjà quitté le pays.

Début Décembre, le retrait des troupes françaises est presque totalement achevé. Le 12 Décembre l'armée nigérienne a précisé que « le processus de désengagement des troupes françaises se [poursuivait] jusqu'ici de manière coordonnée et en toute sécurité ». Le matériel Français notamment de logistique est aussi désengagé. Enfin la junte Nigérienne a annoncé que tous les soldats Français devront quitter le pays avant le 22 Décembre, cela conclut la fin de la coopération entre la France et le Niger.

À l'inverse, dans le même temps les Etats-Unis ont annoncé le 13 décembre être prêts à reprendre leur coopération avec le Niger. La secrétaire d'État adjointe américaine aux Affaires africaines, Molly Phee, en voyage à Niamey s'est entretenue avec plusieurs responsables nigériens dont le Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine. Les Etats-Unis demandent à la junte militaire Nigérienne « un délai pour une transition rapide et crédible » devant déboucher sur « un gouvernement démocratiquement élu ».

Les militaires aux pouvoirs proposent une transition de 3 ans maximum avant de rendre le pouvoir aux civils. Molly Phee explique que les États-Unis veulent être un bon partenaire pour le Niger. mais cela requiert également que le Niger soit un partenaire fiable pour les États-Unis. Jusqu'à présent, le Niger a joué un rôle crucial dans la lutte contre le terrorisme dans la zone, en particulier depuis la base aérienne américaine d'Agadez.



Lola MORAIS

LES FIDJI ET LA FRANCE RENFORCENT LEURS LIENS EN MATIÈRE DE DÉFENSE

Du 4 au 6 décembre 2023, lors de la Réunion des ministres de la Défense du Pacifique sud à Nouméa, la Nouvelle-Calédonie, la France et les Fidji ont dévoilé un tournant décisif dans leur coopération en matière de défense. L'accord de coopération et le statut des forces (SOFA) ont été formellement signés par Pio Tikoduadua, ministre fidjien des armées et Sébastien Lecornu, son homologue français.

Cet accord juridique, visant à structurer et faciliter les relations de défense, couvre divers aspects tels que les visites, les échanges d'expérience, les activités conjointes de recherche et d'armement, ainsi que le conseil et la formation des forces fidjiennes. En élargissant la portée de leur coopération, les deux nations jettent les bases d'une collaboration plus étroite et mutuellement avantageuse. Cela permet aux fidjiens de bénéficier d'un allié de taille et à la France de s'implanter encore davantage dans le Pacifique.

Simultanément, dans un geste renforçant leurs liens bilatéraux, la France a annoncé l'imminente ouverture d'une mission de défense au sein de son ambassade à Suva, Fidji. Cette mission, la deuxième du genre dans le Pacifique sud après celle établie à Canberra, agira comme un relais du ministère des Armées en Fidji. Son objectif principal sera de faciliter les échanges sur la politique de défense et la coopération militaire.



Cette initiative souligne l'engagement mutuel en faveur de la stabilité et de la sécurité régionales. En renforçant les mécanismes de collaboration, les Fidji et la France contribuent activement à la préservation de la paix dans le Pacifique sud, tout en renforçant les capacités défensives de la région. La signature récente de l'accord et l'annonce de l'ouverture de la mission de défense marquent un nouveau chapitre prometteur dans les relations entre ces deux acteurs majeurs du Pacifique. Cette action rentre dans le cadre de la formation SPDMM, le sommet régional des ministres de la Défense du Pacifique sud, où les sept États membres se sont engagés à renforcer leur coopération et leur coordination autour de quatre enjeux majeurs.

Charly HURIER

LA CORÉE DU NORD TIRE DEUX MISSILES EN MER DU JAPON SUR FOND DE RHÉTORIQUE NUCLÉAIRE

La Corée du Nord a tiré, dimanche 17 décembre au soir, deux missiles, dont un balistique capable d'atteindre les États-Unis en direction de la mer du Japon. Devenus récurrents ces dernières années, ces lancements de missiles représentant la pointe technologique de l'armée nord-coréenne servent de démonstration de force face à une alliance américano-sud-coréenne toujours plus étroite. Un moyen pour Kim Jong-un aussi de rappeler à ses ennemis que ces missiles sont, en théorie, la garantie de sa dissuasion nucléaire clandestine. Quant à la date, celle-ci n'a pas été choisie au hasard. Le 17 décembre marque le vingt-deuxième anniversaire de la mort du père de Kim Jong-un et précédent dirigeant suprême de la dictature dynastique, Kim Jong-il.

Les tensions s'accroissent depuis plusieurs années. La rivalité entre les États-Unis et la Chine, les velléités impérialistes de cette dernière, et l'état de "guerre froide" perpétuelle entre la Corée du Nord et ses voisins Sud-coréens et japonais ont cristallisé les tensions dans la région au cœur des grands enjeux politiques et stratégiques du vingt-et-unième siècle. À cela s'ajoutent l'antagonisme russe face aux États-Unis et ses alliés, dont le Japon notamment, depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, et l'intérêt croissant de l'Ours blanc pour son alliance stratégique avec la Corée du Nord, les deux pays étant parmi les plus sanctionnés au monde. Au cœur de cette alliance pour pallier les difficultés induites par les sanctions et la guerre se trouve justement l'armement nord-coréen, qui pourrait servir sur le front en Ukraine.

Et si les tensions dans la péninsule coréenne ne sont pas nouvelles, l'ampleur du nouvel axe alliant les partenaires des Russes et des Chinois, dont la Corée du Nord, mais aussi l'Iran, autre paria en raison de son programme nucléaire clandestin, se concrétise rapidement. Et la place centrale qu'occupe la rhétorique nucléaire ces derniers mois dans les relations internationales exacerbe largement les tensions, et la difficulté pour les différents acteurs à communiquer. Sans surprise, la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon ont vivement dénoncé ces nouveaux tirs. Les sous-marins nucléaires américains croisaient en eau sud-coréenne ces derniers jours et un système de partage de données balistiques en temps réel est en développement et devrait se concrétiser rapidement.



Baptiste POULARD

TENTATIVE DE CESSEZ-LE-FEU EN BIRMANIE

Depuis plusieurs semaines, le chaos frappe le nord de la Birmanie. L'opération conjointe "Operation 1027" organisée par la Brotherhood Alliance (MNDAA, TNLA, Arakan Army) met à mal la junte birmane qui semble acculée. La Chine, se portant en « médiateur », propose un cessez-le-feu.

L'alliance commune a déjà réussi à reprendre des territoires stratégiques au gouvernement putschiste en place depuis 2021. En effet, la Junte n'est plus souveraine que sur 60% de son territoire, selon les données actuelles. L'armée birmane, la Tatmadaw, résiste contre les tactiques de guérilla opérées par les groupes résistants dans la jungle. De plus, les rebelles ont été rejoints récemment par d'autres résistants comme les Forces de défense du peuple (People's Defence Forces ou PDF) regroupant les dirigeants de l'ancien gouvernement actuellement en exil. Selon le site officiel de l'IRIS, les rebelles posséderaient en tout et pour tout 60 000 soldats, auxquels s'oppose l'armée de la junte, très atteinte moralement. En effet cette dernière manque de soldats et use de tous les moyens dont elle dispose afin de recruter. Elle appelle les anciens militaires sous peine de se voir supprimer leurs pensions, ou bien ordonne aux déserteurs de retourner à leur poste sous peine de graves conséquences.



Mais en quoi cette guerre civile questionne-t-elle la Chine ? Premièrement, la Chine reste attentive sur ses frontières directes. Pékin possède 2 000 km de frontière commune avec la Birmanie. De plus, les affrontements ont lieu la majeure partie du temps dans cette zone. Un possible débordement doit alors être exclu. Deuxièmement, la junte birmane est un partenaire commercial non-négligeable pour la Chine. Malheureusement pour les deux partis, une ville marchande entre les deux pays est à ce stade du conflit occupée par la résistance qui empêche tout transit. Pourtant, Pékin a intérêt à retrouver une situation pacifique en Birmanie. Mais le gouvernement de Xi Jinping ne soutient pas, ou du moins peu le gouvernement militaire au pouvoir depuis 2021. En effet, le putsch fait augmenter le risque de débordements en premier lieu, mais aussi l'afflux de réfugiés birmans, et l'augmentation de trafics de drogues et d'armes. C'est ainsi que le jeudi 14 décembre, la Chine se présente en médiateur et obtient un cessez-le-feu. Néanmoins, étant convaincue que trêve serait de courte durée, la Chine a lancé ce samedi des exercices militaires de combats réels à la frontière. Elle tente ainsi de préserver la stabilité régionale afin de poursuivre vers son expansion économique, sans pour autant trouver une solution durable au problème birman.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

ESSEQUIBO : REGAIN DE TENSIONS ENTRE LE VENEZUELA ET LE GUYANA

Depuis quelques semaines, les tensions entre le Guyana et le Venezuela s'accroissent et inquiètent à l'international. En effet, en septembre dernier, le lancement d'appels d'offres pétroliers par le Guyana a ravivé le différend entre les deux pays au sujet de l'Essequibo, un territoire de 160 000 km², riche en pétrole et en ressources naturelles. L'Essequibo est sous administration guyanienne mais est revendiqué par le Venezuela. La frontière actuellement en vigueur, et reconnue par le Guyana date de l'époque coloniale anglaise. Le Venezuela estime au contraire que le fleuve Essequibo devrait être la frontière naturelle entre les deux pays, comme à l'époque de l'empire espagnol. Caracas revendique depuis très longtemps la région mais les tensions se sont particulièrement accentuées depuis la découverte d'importantes réserves de pétrole en 2015.



En réaction aux événements de septembre, le Venezuela a organisé un référendum dit « consultatif » le 3 décembre dernier afin d'avoir l'avis de la population quant à un possible rattachement de la région au Venezuela. Les Vénézuéliens ont ainsi répondu en grande majorité « oui » aux cinq questions qui leur étaient posées. Nicolas Maduro a alors évoqué « un succès total ». La tension s'est encore intensifiée le mercredi 6 décembre, lorsqu'un hélicoptère guyanien a été porté disparu à 45 kilomètres de la frontière vénézuélienne. Le lendemain de sa disparition, les États-Unis ont annoncé des opérations aériennes « en collaboration avec les forces de défense du Guyana ». Ces exercices militaires visent à montrer le soutien des États-Unis au Guyana mais Washington évoque des exercices « de routine ». Cependant, le chef d'état-major de la Guyane, Omar Khan a informé avoir pris contact avec « ses partenaires » et discuté de la possibilité d'une assistance potentielle des États-Unis et du Brésil. Antony Blinken, secrétaire d'État américain, a en effet attesté de son « soutien inébranlable à la souveraineté du Guyana ». Le président Luiz Inacio Lula da Silva a déclaré que « nous ne voulons pas de guerre en Amérique du Sud » et annoncé un renforcement de la présence militaire brésilienne aux frontières.



L'accentuation de ces tensions a donc suscité de nombreuses réactions internationales. De plus, le Conseil de Sécurité de l'ONU a déclaré s'être réuni le 8 décembre à huis clos afin de discuter de la situation. Néanmoins, les tensions se sont légèrement apaisées : le jeudi 14 décembre, Irfaan Ali et Nicolas Maduro ont discuté de la situation lors d'un sommet organisé à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Même si les deux chefs d'état ne cèdent pas, ils ont convenu « de ne pas utiliser la force » et se sont engagés à ne pas amplifier les tensions.

Blanche ARMINJON

AMÉRIQUES

L'AVIATION DE L'ARMÉE ARGENTINE A CÉLÉBRÉ UN NOUVEL ANNIVERSAIRE



Le 7 décembre, à l'occasion de la Journée de l'aviation de l'armée argentine et de la célébration de sa sainte patronne, "Nuestra Señora de Loreto" Notre-Dame de Loreto, les effectifs des différentes unités ont festivement commémoré cet événement dans les installations de Campo de Mayo, vaste zone militaire, s'étendant sur 8 000 ha, située à une trentaine de kilomètres du centre de Buenos Aires. Ils étaient accompagnés des autorités des forces armées argentines, des anciens combattants de la guerre des Malouines, des cadets du Collège militaire de la nation et du personnel civil invité. Lors de son discours adressé au personnel, le général de brigade Alexis Dubowik, du commandement de l'aviation de l'armée, a retracé les diverses activités auxquelles l'aviation de l'armée a participé, mettant en lumière les réalisations récentes.

Des reconnaissances et des récompenses ont été remises aux pilotes et aux mécaniciens du cours de base conjoint de pilotes d'hélicoptères. Une reconnaissance spéciale a également été décernée à la section de l'aviation de l'armée de montagne 8 pour son soutien lors d'une évacuation aérienne.

Après la cérémonie et l'invocation religieuse prononcée par l'aumônier principal de la force terrestre, un défilé terrestre et aérien a eu lieu. Dix-sept hélicoptères, parmi lesquels figuraient des Huey/Huey II, trois Agusta Bell AB-206B1 d'Exploration, un Bell 212, un hélicoptère SA-315B Lama, un CASA C-212 et deux Cessna C208B Grand Caravan, ont défilé aux côtés de quatre avions de la garnison militaire.

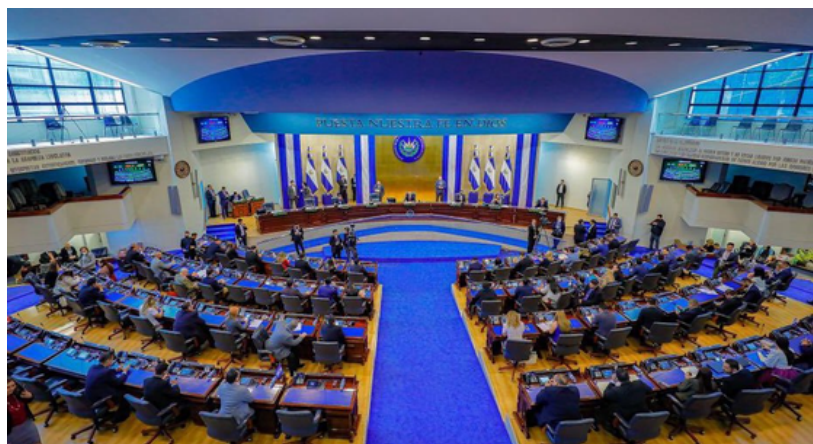
Le nom Loreto est dû à une "tradition" qui provient d'un fait transmis depuis le XIIIe siècle, d'abord uniquement oralement et, à partir de la seconde moitié du XVe siècle, consigné dans des documents écrits. Cette tradition raconte qu'en 1291, lorsque les croisés furent contraints d'abandonner la Terre Sainte, la Maison de la Vierge où s'incarnait le fils de Dieu et où il passa la majeure partie de sa vie avec la Vierge Marie et saint Joseph (Luc 2 , 51-52) à Nazareth (Palestine) fut transporté par mystère angélique de Nazareth à Tersaco, en Dalmatie, et de là, dans la nuit du 10 décembre 1294, au mont des lauriers, sur le territoire de Recanati (Italie) . Le pape Benoît XV, par décret du 24 mars 1920, a déclaré et institué Notre-Dame de Lorette comme patronne de tous les aéronautes.

La légende dit donc que la Sainte Maison de Joseph, Marie et Jésus vola à travers les airs, portée par des anges de Galilée jusqu'en Italie, à Loreto. C'est la raison pour laquelle Notre-Dame de Lorette est devenue la patronne des aviateurs.

Victoire LE GALL

AMÉRIQUES

LE SALVADOR: VERS UN RENFORT DE L'ARMÉE ET DE LA POLICE ?



L'Assemblée législative unicamérale du Salvador a approuvé, le mardi 11 décembre, un nouveau renforcement budgétaire de 296 millions de dollars pour le pays. La part la plus importante de ce montant revient au ministère des Finances, représentant 221,7 millions de dollars. D'autre part, 36,8 millions de dollars sont alloués à la Défense nationale, pour financer les obligations liées au Plan de contrôle territorial.

Ainsi que 15,5 millions de dollars pour la Justice et la Sécurité Publique. Cet accroissement du budget accordé à la police permettra de couvrir les engagements incontournables de la Police Nationale Civile (PNC) en termes d'actions prioritaires dans le cadre du Plan de Contrôle Territorial et du Plan de Fin d'Année 2023. Le Plan de contrôle territorial (PCT) est un programme salvadorien de sécurité et de lutte contre les gangs en cours sur le territoire. Ce programme comprend six phases et une septième phase potentielle si les phases une à six échouent. Depuis le 15 septembre 2023, à la suite d'un discours célébrant le 202e anniversaire de l'indépendance du pays vis-à-vis de l'Espagne, le Président Bukele a annoncé le début de la phase six du plan de contrôle territorial connu sous le nom d'« intégration ». C'est la deuxième fois cette année que le PNC reçoit l'approbation d'une augmentation de budget. La première fois ayant été le 17 août, lorsqu'elle a reçu 25 579 350 dollars pour compléter le financement du paiement des repas du personnel pour la période allant d'août à décembre 2023. Selon l'initiative, il y a environ 27 072 employés, y compris opérationnels et administratifs, qui doivent être nourris avec ce renforcement. En ce qui concerne le ministère de la défense nationale, aucune précision n'a été apportée quant à la phase du PCT qui sera financée. Cela porte à trois le nombre de renforts budgétaires reçus cette année, pour un total de 60 400 000 dollars. À elles deux, les institutions ont reçu plus de 101 millions de dollars depuis le début de l'année.

La députée Vamos Claudia Ortiz a souligné qu'il faut garder à l'esprit que ce renforcement budgétaire est "une dette, non pas d'un projet, mais une dette de ce que l'État est allé demander pour emprunter", a expliqué Mme Ortiz. Claudia Ortiz a remis en question cette approbation, expliquant que l'utilisation de la dette pour les dépenses courantes compromet les recettes futures de l'État. "Il a permis le désordre : la dette pour les dépenses quotidiennes. Il est clair que les budgets sont mal faits (...) et que ce qui était prévu n'a pas été atteint. Même avec des revenus élevés, il n'y a pas assez pour couvrir les dépenses ordinaires de l'Etat", a-t-elle indiqué. Elle a également évoqué la question du renforcement de la DGCP (Direction Générale des Centres Pénaux) en novembre dernier, avec le transfert de 33 millions de dollars. Elle soutient qu'il n'y a pas de plus grande transparence dans l'utilisation des fonds. Une situation qui a également été critiquée par les organisations civiles et de contrôle concernant le manque d'informations sur la destination de ces renforts en termes de sécurité publique.

Clément LE LANDAIS

AÉROSPACE

3E LANCEMENT POUR L'AVION SPATIAL SECRET CHINOIS

Le 14 décembre a été la date du décollage du CSSHQ chinois, 7 mois après la fin de sa dernière mission. Ce vaisseau réutilisable est dédié à la navigation en basse orbite (entre 333 et 348 km d'altitude) ainsi qu'à emporter astronautes et vaisseaux Shenzhou en orbite. Peu d'informations sont connues à son sujet, mis à part que comme son homologue américain, le décollage se ferait à la verticale à l'aide d'une fusée et l'atterrissage à l'horizontale sur une piste après une période de vol non propulsé (à la manière d'un planeur). De plus, compte tenu de l'intervalle restreint avec sa précédente mission, il est raisonnable d'estimer que les progrès de la Société de sciences et technologies aérospatiales de Chine (CASC) sur ses appareils réutilisables sont notables.



Cette annonce est, selon le général Chance Saltzman (chef des opérations spatiales de la Force spatiale américaine), loin d'être une coïncidence. En effet, le X-37B américain développé par Boeing est également sur le point de repartir en mission. Celui-ci devrait tester des technologies de surveillance du trafic spatial, de gestion d'alerte anticollision, et de résistance aux radiations. Depuis sa mise en service en 2010, le X-37B bat tous les records de longévité avec près de 10 années passées en orbite, sa dernière mission ayant duré 908 jours.

Tout cela montre combien la course à l'espace est au cœur de la compétition internationale, avec également des acteurs européens (l'IXV de Thales Alenia Space) et indiens en passe de développer leur propre vaisseau spatial réutilisable. En outre, la principale avancée à observer dans le futur sera la capacité d'interconnexion entre ces nouveaux appareils et les chasseurs traditionnels, cela est déjà envisagé par les Américains avec les F-16 et F-35. Comme souvent, il ne faut guère de temps pour qu'innovation technologique et rupture stratégique coïncident, encouragées par une compétition sino-américaine plus que jamais d'actualité.



Bastien POULIQUEN

Image 1 : Le véhicule d'essai orbital X-37B au centre d'atterrissage de la navette Kennedy de la NASA peu après son atterrissage le 12 novembre 2022 - U.S. Space Force/Staff Sgt. Adam Shanks.

Image 2 : Un rendu théorique de l'avion spatial réutilisable Shenlong de la Chine - Erik Simonsen/Getty Images.

ARMEMENT

LE MISSILE M51.3

Le 18 novembre dernier, la DGA Essais de Missiles effectuait le premier tir d'essais sans charge nucléaire du nouveau missile M51.3 à Biscarosse. L'essai du nouveau lanceur survient dans un contexte de fortes tensions entre l'Occident et la Russie et rappelle ainsi que le concept de « dissuasion du faible au fort » demeure au cœur de la stratégie de défense française.

Une relève attendue :

En développement depuis 2014, le dernier missile de la série M51 devrait être livré en 2025. Augmentant la portée de plusieurs centaines de kilomètres par rapport à la dernière version, cette nouvelle fut conçue pour équiper la prochaine génération de SNLE 3G prévus pour 2030. La conception de ce nouvel atout de la force de dissuasion nucléaire fut motivée par les récents progrès en matière de détection. La volonté est de démontrer qu'il est insensé de se croire à l'abri d'une frappe malgré les avancées dans la lutte antimissile.



Le M51.3 se base sur le missile M51, qui équipa les Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE) à partir de 2010. Le M51 est un missile 3 étages de 12 mètres de haut d'une masse d'environ 50 tonnes. Le missile est expulsé du sous-marin via un système de lancement « à chaud », c'est à dire que le moteur s'active avant de sortir du type. Cette procédure permet une réactivité accrue car elle ne nécessite pas de procédure d'activation. Si les précédentes versions du M51 offraient une portée proche de 8 000 kilomètres, le 51.3 devrait avoir une portée supérieure à 10 000km. Parmi les améliorations notables du système, on notera la furtivité accrue, testée le 18 novembre dernier via l'examen des émissions infrarouges et du profil radar du missile.

En définitive, le récent tir d'essais du nouveau missile M51.3 marque une étape significative dans le renforcement de la dissuasion nucléaire française. Ce nouveau système promet une détection réduite du projectile en plus d'une portée et d'une précision améliorée. L'évolution des équipements de la Marine Nationale fut en outre prise en compte car, si le missile peut équiper la classe le Triomphant, il doit également pouvoir équiper les SNLE de nouvelles générations qui devraient apparaître d'ici 2030. Cette avancée dans les équipements stratégiques démontre une adaptation continue aux réalités géopolitiques et technologiques, contribuant à la préservation de la stabilité et de la souveraineté nationales.

Kerian Huertas

SOURCES

• EUROPE

○ **Un pas de plus vers l'élargissement de l'Union Européenne**

- *Epoch Times* : Adhésion de l'Ukraine à l'UE: «Une victoire pour l'Ukraine, pour toute l'Europe» clame Zelensky après le feu vert - 16/12/2023
- *Vie-publique.fr* : L'UE décide d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie - 15/12/2023
- *Le Monde* : Une bonne nouvelle pour l'Ukraine et l'Europe - 15/12/2023
- *La dépêche* : Guerre en Ukraine: ce que signifie l'abstention de la Hongrie dans le vote sur l'ouverture des négociations - Planques, M. - 14/12/2023

○ **L'élection de Donald Tusk en Pologne, une ouverture à l'Europe**

- *Le Monde* : Pologne : Donald Tusk, chef de file des pro-européens, élu premier ministre par le Parlement - 11/12/2023
- *20 minutes* : Pologne : Chef de file de la coalition proeuropéenne, Donald Tusk élu Premier ministre - 12/12/2023
- *L'express* : Pologne : le pro-européen Donald Tusk élu Premier ministre - 11/12/2023

○ **Accord du Danemark quant à la présence permanente de troupes américaines sur son territoire**

- *Opex 360* : À son tour, le Danemark accepte la présence permanente de forces américaines sur son territoire - Lagneau. L - 19/12/2023
- *Financial times* : Denmark follows Sweden and Finland in signing US defence deal - Milne. R - 19/12/2023
- *Euractiv* : Le Danemark signe un accord de défense inédit avec les États-Unis - Szumski. C - 20/12/2023

• MOYEN-ORIENT

○ **Elections des conseils provinciaux en Irak : un retour aux urnes qui ne convainc pas**

- *France24* : Les Irakiens appelés à élire leurs conseils provinciaux pour la première fois en dix ans - 18/12 ;
- *Reuters* : L'Irak organise les premières élections provinciales en dix ans - 18/12.

○ **Des hackers liés à Israël paralysent des stations essences en Iran**

- *Times of Israel* : Des hackers liés à Israël affirment avoir paralysé des stations essences en Iran - 18/12/23 ;
- *Middle East Eye* : Petrol stations paralysed by israel-linked cyberattack - 18/12 ;
- *Aljazeera* : Iran points at Israeli-linked group as cyberattack disrupts fuel network - 18/12.

○ **Les Houthis, groupe déstabilisateur de la région du Moyen-Orient**

- *TV5 Monde* : Qui sont les Houthis, ces rebelles qui menacent le trafic maritime en mer Rouge ? - 16/12 ;
- *Le Monde* : Le trafic maritime en mer Rouge sous la pression des houthistes yéménites - 15/12 ;
- *Le Monde* : Les rebelles houthistes du Yémen se sont emparés d'un navire commercial en mer Rouge - 20/11.

SOURCES

• AFRIQUE

- **Référendum au Tchad : entre boycott et enjeux dynastiques, un scrutin déterminant pour l'avenir politique du pays.**
 - TV5monde: Référendum constitutionnel au Tchad après deux ans et demi de régime militaire - 17/12/2023
 - Radio africaine
- **Après 31 ans d'embargo, la Somalie peut à nouveau acheter des armes**
 - Le Monde, 02/12/2023 par Noé Hochet Bodin, "Après 31 ans d'embargo, la Somalie peut à nouveau acheter des armes".
 - Presse Afrique, 03/12/2023 "Après 31 ans d'embargo, la Somalie peut à nouveau acheter des armes"
 - Agence Afrique, 01/12/2023, "L'ONU SE PRONONCE CE JEUDI SUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO SUR LES ARMES POUR LA SOMALIE".
 - RFI, 23/06/2023, "À l'ONU, le président somalien réclame la fin de l'embargo sur les armes".
- **Soldats français au Niger: discussions sur la coopération**
 - Niamey annonce que tous les soldats français auront quitté le Niger d'ici le 22 décembre, Le monde avec AFP, 13/12/2023
 - Niger : les Etats-Unis prêts à reprendre leur coopération sous conditions, Le Monde avec AFP, 14/12/2023
 - Les États-Unis prêts à reprendre leur coopération avec le Niger sous conditions, Jeune Afrique, 14/12/2023

• ASIE

- **Les Fidji et la France renforcent leurs liens en matière de Défense**
 - La France et Fidji signent un accord de coopération - Défense-Zone - 07/12/2023
 - La France et les îles Fidji signent un accord de coopération en matière de défense - Revue Défense Nationale - 08/12/2023
 - La République des Fidji et la France ont signé un accord de coopération en matière de défense - OPEX360 - 07/12/2023
- **La Corée du Nord tire deux missiles en mer du Japon sur fond de rhétorique nucléaire**
 - ANorth Korea fires ICBM after condemning US 'war' moves – Reuters – 18/12/23
 - La Corée du Nord a encore tiré un missile capable d'atteindre les États-Unis – Les Échos - 18/12/23
 - La Corée du Nord a tiré un missile balistique de courte portée "en direction de la mer de l'Est", selon la Corée du Sud – Courrier Internationale – 17/12/23
- **Tentative de cessez-le-feu en Birmanie**
 - Birmanie : après l'offensive de groupes ethniques armés, quelles perspectives politiques et géopolitiques ? – IRIS – 15/12/2023
 - La Chine lance des exercices militaires à la frontière avec la Birmanie, en proie à des troubles – 20 min – 25/11/2023
 - En Birmanie, les combats font rage près de la frontière chinoise. – France 24 – 16/12/2023

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ **Essequibo : regain de tensions entre le Venezuela et le Guyana**

- Le Monde. "Essequibo : le Guyana et le Venezuela s'accordent « pour ne pas utiliser la force », mais campent sur leurs positions". Le Monde et AFP. 15 décembre 2023
- Les Échos. "Pétrole : Guyana et Venezuela n'auront pas recours « à la force » sur le territoire d'Essequibo." Les Echos. 15 décembre 2023
- La Tribune. "Bataille du pétrole au Guyana : les États-Unis envoient des avions de chasse pour calmer les ardeurs du Venezuela." La Tribune. 7 décembre 2023
- Le Parisien. "Les États-Unis annoncent des exercices militaires aériens au Guyana". le parisien avec AFP. 7 décembre 2023.
- Le Figaro. "Crise Venezuela-Guyana sur l'Essequibo : l'hélicoptère militaire guyanien disparu a été retrouvé, cinq morts". Le Figaro avec AFP. 7 décembre 2023.

◦ **L'aviation de l'armée argentine a célébré un nouvel anniversaire**

- AZona militar. "Cobertura – La Aviación del Ejército Argentino celebró un nuevo aniversario". Por Victoria Pierucci. 8 décembre 2023
- Defensa. "Día de la Aviación del Ejército Argentino" defensa.com. 12 décembre 2023
- Holyart. "La Virgen de Loreto: historia y mito de la Casa que llegó a Loreto desde Palestina". La rédaction. 30 novembre 2022.

◦ **Le Salvador: vers un renfort de l'armée et de la police ?**

- InfoDefensa. "52,3 millones de dólares más: El Salvador reforzará al Ejército y a la Policía al cierre de 2023". Alberto López. 12 décembre 2023.
- El mundo " Asamblea avala refuerzos por \$296 millones a seis entidades". Jessica GUZMÁN. 13 décembre 2023
- La prensa grafica "Policía y Defensa salvadoreña recibieron \$101 millones en refuerzos este 2023". Williams Sandoval. 14 décembre 2023
- Ministerio de Justicia y Seguridad Pública. "Presidente Nayib Bukele anuncia Fase VI del Plan Control Territorial". 15 septembre 2023

• AÉROSPACE

◦ **3e lancement pour l'avion spatial secret chinois**

- China launches secret space plane on 3rd-ever mission - Brett Tingley - Space
- China launches mystery reusable spaceplane for third time - Andrew Jones - SpaceNews
- Le drone spatial militaire américain X-37B est revenu sur Terre, après 908 jours passés en orbite - Laurent Lagneau - Zone Militaire Opex360

• ARMEMENT

- Techno science : le missile M51
- <https://www.defense.gouv.fr/dga/missile-mer-sol-balistique-strategique-m51>



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

